



2014 MEETING AT THE COUNCIL OF EUROPE

on the religious dimension of intercultural dialogue

1 - 2 September 2014 there took place the 7th annual meeting of the Council of Europe on the religious dimension of intercultural dialogue, at Baku, Azerbaijan.

Here is the intervention of Fr Laurent Mazas, of the Pontifical Council for Culture

Monsieur le Président,

J'ai plaisir à saluer et à remercier les hautes autorités de l'Azerbaïdjan pour avoir voulu cette Rencontre et pour l'accueil remarquable qui nous est offert. Dans le cadre de la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, l'Azerbaïdjan a choisi de porter une attention particulière à la lutte contre la discrimination et l'intolérance en Europe, notamment à travers le dialogue interculturel, et c'est dans ce cadre qu'il a voulu organiser cette 7ème rencontre annuelle sur la dimension religieuse du dialogue interculturel.

J'ai eu privilège de participer, en décembre 2008, à la Conférence de Bakou des Ministres responsables de la Culture, et d'avoir ainsi contribué à la Déclaration de Bakou pour la promotion du dialogue interculturel qui préconisait – je la cite : « le dialogue interculturel, y compris sa dimension religieuse, en tant que processus qui exige une interaction cohérente entre les secteurs politiques et la pleine participation des parties prenantes – y compris les autorités publiques, les médias et la société civile. » Cette même déclaration mentionnait les rencontres annuelles du Conseil de l'Europe sur la dimension religieuse du dialogue interculturel, qualifiées d'initiative novatrice et « organisée afin d'améliorer la connaissance, de réduire les tensions et de renforcer le respect mutuel, au sein des sociétés et entre elles ».

Le "processus de Bakou", ce processus de dialogue interculturel basé sur l'affirmation « que la diversité culturelle entre les pays et à l'intérieur des pays fait partie du patrimoine », préconise « un processus pérenne de dialogue interculturel » « en vue de promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et la prééminence du droit ». C'est un acquis des travaux du Conseil de l'Europe, et le Saint-Siège s'en est toujours félicité, que le dialogue interculturel soit envisagé dans sa totalité et donc aussi dans sa dimension religieuse. Il revient aux Etats et aux Organisations internationales de faciliter ce dialogue en améliorant la connaissance des différentes religions et en établissant un authentique dialogue des institutions publiques avec les représentants légitimes des religions.

Comment ne pas évoquer aujourd'hui ce qui se passe aux portes de l'Europe, en Irak, où l'Europe réalise que nombre de ses ressortissants, fort éduqués et d'un niveau intellectuel bien au-dessus de la moyenne pour la plupart, vont se joindre aux terroristes de l'Etat islamique pour réaliser les atrocités que l'on sait au nom d'une religion.

Devant la tragédie du sort réservé aux chrétiens de l'Irak, mais aussi des autres minorités religieuses, le pape François a adressé une lettre, le 9 août dernier, à Monsieur Ban Ki-moon Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Je le cite : « C'est le cœur lourd et plein d'angoisse que j'ai suivi les événements dramatiques de ces derniers jours dans le nord de l'Irak, où les chrétiens et les autres minorités religieuses ont été contraints à fuir leurs maisons et à assister à la destruction de leurs lieux de culte et de

leur patrimoine religieux. » Ému par « les souffrances intolérables de ceux qui désirent seulement vivre en paix, en harmonie et libres sur les terres de leurs ancêtres », et déposant devant le Secrétaire général, je le cite, « les larmes, les souffrances et les cris de désespoir des chrétiens et des autres minorités religieuses de la terre bien-aimée d'Irak, » le pape renouvelait son « appel urgent à la communauté internationale à intervenir pour mettre fin à la tragédie humanitaire en cours ».

Compassion, cri et larmes, prière, appel à un réveil des consciences et à la mise en œuvre d'actions concrètes de solidarité, défense non seulement de ses fidèles mais aussi des autres minorités culturelles et religieuses, telles sont les caractéristiques du message d'un chef religieux aux Nations, en l'occurrence celui du Souverain Pontife de l'Eglise catholique. Dans cette lettre se trouve un message qui n'est pas étranger au thème de notre Rencontre : « Les expériences tragiques du XXème siècle, et la compréhension la plus élémentaire de la dignité humaine, contraint la communauté internationale, en particulier en vertu des normes et des mécanismes du droit international, à faire tout ce qui est en son pouvoir pour arrêter et prévenir d'ultérieures violences systématiques contre les minorités ethniques et religieuses. »

Le 12 août suivant, tous les évêques à la tête des conférences épiscopales des pays qui constituent l'Europe[1] signaient une lettre adressée aux membres du Conseil de Sécurité des Nations-Unies pour dénoncer « la situation des chrétiens et des autres minorités religieuses d'Iraq », demandant de « défendre et protéger les droits humains de ces populations », appelant à mettre un terme à cette tragédie par tous les moyens possibles et légitimes ». Dans cette lettre encore, nous lisons des déclarations qui ne sont pas étrangères à nos travaux : « Ces dernières années, beaucoup a été fait pour mieux comprendre la responsabilité de la Communauté internationale en matière de sauvegarde des droits humains, particulièrement le droit à la vie et à la sécurité de personnes innocentes, et le droit à la liberté religieuse. [...] La tragédie actuelle du Nord de l'Iraq ne met pas seulement en danger la convivialité multiculturelle qui découle de la mondialisation ; elle comporte aussi un risque dans une région où les chrétiens vivent depuis les débuts du christianisme, eux dont la présence est appréciée et nécessaire pour la paix régionale et mondiale. [...] L'Église catholique en Europe est proche de tous ceux qui ont été contraints de fuir leur domicile, et qui connaissent des moments de peur et de terreur. [...] Nous vous demandons par conséquent d'agir de toute urgence en faveur de ces victimes et de toutes les autres victimes de la guerre et de la violence, qui souffrent et attendent la solidarité du monde entier. »

Mesdames et messieurs, cette année nous faisons mémoire en Europe du centenaire de la première guerre mondiale. Notre conscience nous interroge. Le monde est partout en guerre... La plupart des conflits sont alimentés par les industries d'armement de nombre de pays membres du Conseil de l'Europe, et non pas de nos religions. Qu'en est-il de la morale dans nos sociétés ? Les réseaux de drogue et de prostitution, l'explosion de la pornographie, la délinquance qui ne cesse de croître et les prisons qui débordent, les mafias qui se répandent sur tous les territoires, les montés des nationalismes, la corruption liée à l'incapacité des gouvernements à faire face à la crise économique, la faiblesse des Etats devant le scandale d'une finance internationale qui ne sait profiter qu'aux très riches et produire misère et désespoir... Où est la morale dans ce monde où l'homme n'est plus le frère de l'homme, où tous nous ne sommes pas égaux, où l'étranger n'est qu'un être étrange, où la recherche du profit est prétexte à toutes sortes de commerce inhumain... ?

Certains s'étonnent de constater aujourd'hui l'échec global des politiques de promotion de la diversité culturelle devant « la crispation, le rejet de l'autre, le repli sur soi, la xénophobie, la violence... l'intolérance sous différentes formes d'expression ». Est-ce réellement « contre toute attente » ? Tous ces maux s'expliquent psychologiquement et sociologiquement par une profonde crise identitaire. Si je ne sais plus qui je suis moi-même, comment serais-je accueillant envers celui qui manifeste publiquement son identité, et qui dès lors est perçu comme une gêne, voire un danger ?

Et n'est-ce pas ici l'occasion de mettre en garde le Conseil de l'Europe contre la vaste propagande de promotion de la théorie du genre. Sous sommes ici tous d'accord pour que partout en Europe, hommes et femmes soient considérés comme égaux en dignité, et qu'il est de la responsabilité du Conseil de l'Europe pour que soient mises en place des politiques valides et efficaces pour que les droits fondamentaux soient les mêmes pour tous, hommes et femmes, mais nous ne pouvons accepter l'impositions d'instruments destructeurs de l'identité personnelle issues d'une idéologie profondément néfaste.

Dans sa déclaration du 9 mai 1950, Robert Schuman disait : « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. » N'est-ce pas dans la recherche d'une plus grande solidarité de fait que l'Europe trouvera le remède au mal être qui le ronge ?

En fondant le « Parvis des Gentils », cette structure de rencontre et de dialogue entre croyants et non croyants, et en multipliant les rencontres partout en l'Europe, je crois donner une contribution à l'un des grands idéaux qui animent le Conseil de l'Europe, à savoir faire se rencontrer et réfléchir ensemble des hommes et des femmes de convictions contrastées sur les grands thèmes de l'existence humaine et les vastes défis du monde contemporain, pour ensemble promouvoir un avenir meilleur à l'humanité. La recherche de la paix passe par la fraternité. C'est en développant la culture de la rencontre que les rencontres interculturelles porteront du fruit.

[1] Le Conseil des Conférences Episcopales d'Europe (CCEE) compte 39 membres (33 conférences épiscopales et 6 évêques sans conférence épiscopale : Luxembourg, Maronites de Chypre, Moldavie, Estonie, Grec catholique de Uzgorod (Ukraine), Principauté de Monaco.

